

**Grand débat national**  
**26 février 2019 à 19h**  
**Ville de Toul - Site Malraux**  
**Compte-rendu des échanges**

---

Une soixantaine de personnes a participé au débat.

Luc Martin, animateur du débat, ouvre la réunion à 19h05 et se présente. Il intervient à titre bénévole, il a une expérience de commissaire enquêteur et préside la compagnie des commissaires enquêteurs de Lorraine. Après avoir rappelé le contenu de la charte du Grand débat, il invite les participants à voter à main levée pour le sujet qu'ils souhaitent aborder prioritairement.

- 4 votes pour le thème transition écologique
- 17 votes pour le thème fiscalité et dépenses publiques
- 14 votes pour le thème démocratie et citoyenneté
- 5 votes pour le thème organisation de l'état et des services publics

**Il est donc convenu de commencer par le thème :**

**Fiscalité et dépenses publiques**

1. Pour davantage d'égalité entre les citoyens, il faudrait que l'impôt soit payé par tous, en proportionnalité avec les revenus. Pour des services de qualité, il faut que tout le monde contribue.
2. Les collectivités et associations ont eu recours aux contrats aidés, des emplois précaires qu'ils n'auraient pas voulu pour leurs proches. Au niveau national, les entreprises ont profité du CICE afin de diminuer leurs coûts de rémunération grâce aux minorations des cotisations patronales. Les emplois concernés par ces diminutions de cotisations sont souvent des "petits métiers" qui sont pourtant indispensables pour faire fonctionner la France au quotidien. Il faudrait augmenter les taxes fléchées sur les bas salaires à 42% et transférer les allègements du CICE vers les salaires les plus élevés pour inciter le patronat à augmenter les salaires. Ceci sans toucher aux aides sociales.
3. On part toujours du principe qu'il faut baisser les dépenses publiques. Or cela va baisser les services publics et ce n'est pas forcément une bonne solution : il faut des routes en bon état, du ferroutage, des transports en commun, de la recherche pour baisser la pollution, des écoles. C'est un travers de raisonner comme ça en France.
4. Les députés et sénateurs sont trop nombreux en France. Aux Etats-Unis, les chambres sont moins nombreuses. Au niveau des communes, il y a aussi des économies possibles grâce aux communes nouvelles, notamment pour celles dont les limites se touchent.
5. Il faut réfléchir aux dépenses publiques au regard de la balance commerciale internationale. Une entreprise qui ne participe pas à la vie du pays par l'impôt ne doit pas recevoir des aides, comme les holdings au Luxembourg, ou le patron d'Auchan. La dépense publique ne doit pas servir à payer des entreprises qui ne font pas tourner l'économie en France (exemple des subventions pour l'isolation des maisons). Aussi, il faudrait réaliser les dépenses publiques sur les mêmes assiettes que la fiscalité (exemple : la TVA repose sur une assiette large, mais le produit de la TVA n'est pas forcément dépensé sur cette même assiette). Par ailleurs, on paie

des gens à rester chez eux mais ils seraient plus heureux de travailler et de rendre service à la société.

6. Une économie importante pourrait être réalisée par des gros efforts d'organisation dans les services de l'Etat. Quand on analyse les procédures on s'aperçoit que des personnes font le même travail, que certaines démarches ne sont pas utiles... A tous les niveaux, il devrait y avoir une cellule qui s'occupe d'analyser l'organisation administrative pour générer des économies, qui permettraient de financer de nouveaux services dont on a besoin.
7. Certains frais de fonctionnement de l'état sont aberrants et trop élevés, alors qu'on demande aux citoyens de se serrer la vis. Il faudrait réduire ces frais généraux. Il faudrait davantage de mutualisations car on paie des doublons. Il faut rétablir l'indexation des retraites sur le coût de la vie.
8. Il n'y a pas forcément à réduire le nombre des élus, mais les scandales comme l'emploi fictif de la femme de M. Fillon, nécessitent de faire plus en matière de déontologie. Il faudrait que les attachés parlementaires soient rémunérés par l'Assemblée Nationale qui serait leur employeur. Il faut aux attachés parlementaires des contrats clairs et un statut, comme c'est fait en Allemagne. Chaque député aurait droit à un nombre maximum d'attachés.
9. Au lieu de continuer à aller exploiter l'Afrique, il faut s'y ouvrir car ce sont eux qui paieront les retraites de demain. On est allés les chercher pour venir travailler en France, maintenant on les ramène dans leur pays, mais c'est une vue à court terme.
10. Aujourd'hui 9 millions de personnes cherchent du travail contre 500 000 postes offerts. Si on va chercher les gens en Afrique, on ne va pas régler le problème. En terme de fiscalité, il faudrait que tout le monde contribue à partir du 1<sup>er</sup> euro de revenu, mais il faudrait inclure dans les revenus les prestations sociales. Il faudrait que les allocations familiales soient limitées à 3 enfants, ce n'est pas à la société de payer pour les personnes qui veulent 4 ou 5 enfants.
11. Sans rétablir l'ISF, il faudrait revoir les tranches de l'impôt qui sont très défavorables aux classes moyennes. Il y a trop de dégrèvements sur les hauts revenus, il faudrait revoir ces tranches supérieures pour les augmenter. Ce serait plus productif que rétablir l'ISF qui ne rapporte que 3 milliards d'euros, ce qui est peu.
12. 45% d'impôts pour les revenus les plus élevés, c'est trop. Il faudrait baisser ces tranches supérieures mais obliger ces personnes à payer leur impôt en France. En complément, il faudrait des tranches plus nombreuses et redescendre la 1<sup>ère</sup> tranche à 10%.
13. Il faut lutter contre les paradis fiscaux. Il faudrait établir une échelle des salaires qui aille de 1 à 12 maximum. Certains hauts fonctionnaires sont trop payés.
14. L'échelle devrait être plutôt de 1 à 6. Attention quand on parle de niches fiscales, les dons aux associations constituent aussi une niche, et permettent de faire profiter beaucoup de personnes du bénéfice de ces dons.

15. On dit qu'il manque des enfants pour payer les retraites mais les classes moyennes n'ont droit à aucune aide et cela coûte cher de les élever, notamment de les lancer dans la vie active. Il faudrait pouvoir nous aider à financer les études de nos enfants.
16. Il n'est pas normal que les municipalités puissent fiscaliser les services qu'elles proposent, par des aides progressives selon les revenus pour la cantine, les classes de découverte... Le tarif doit être le même pour tout le monde, car on paie déjà des impôts.

## **Démocratie et citoyenneté**

1. En cas de cumul de mandats locaux (exemple maire et conseiller départemental), il faudrait que la seconde indemnité soit plafonnée à 50%, la politique n'est pas un métier.
2. Il faudrait rendre le vote obligatoire pour tous. C'est un devoir : soit on l'assume, soit on se tait. Il serait bon de pouvoir affirmer nos valeurs et nos idées en changeant le système de financement des institutions politiques comme religieuses. Il faudrait ainsi pouvoir flécher une partie de nos impôts vers les partis politiques que l'on souhaite, plutôt qu'ils ne soient rémunérés au nombre d'élus. Et d'ouvrir ce même système aux associations, aux religions...
3. Il faudrait reconnaître le vote blanc, le comptabiliser au même titre que les autres votes.
4. Dans le cadre du retour au service national, il faudrait revenir à l'esprit de ce qu'avait mis en place De Gaulle en 1958, avec 3 aspects : militaire, civil et économique. Il faudrait choisir une durée de 5 ou 6 mois avec une partie militaire et une partie dans les services qui en ont besoin, comme les hôpitaux, les pompiers...
5. Il faudrait développer l'éducation morale et civique dans les écoles. On est dans l'individualisme, ce sont toujours les mêmes qui font du bénévolat. Il faut redonner l'envie de s'associer et travailler ensemble.
6. On pourrait instaurer dans le vote une partie de proportionnelle, à hauteur de 20% environ là où elle n'existe pas. Il faudrait aussi tirer des citoyens au sort pour qu'ils participent aux commissions de l'assemblée nationale par exemple, sur le même principe que les jurés d'assises. Cela pourrait contrer les lobbys qui ont investis tous les champs, ce serait un contre-pouvoir avec des citoyens tirés au sort et donc obligés de siéger.
7. Il faudrait revoir la composition des conseils municipaux. A l'heure actuelle, ça ne représente pas le vote des personnes qui vont aux urnes. L'équipe majoritaire a déjà 50% des sièges, le reste est réparti au nombre de voix, donc il ne représente pas la réalité des élections.
8. Pourquoi ne pas faire un seul tour aux élections ? Le vainqueur serait le 1<sup>er</sup> arrivé, cela permettrait de faire des économies sur toute l'organisation des élections : impression et transport des bulletins... ceci pour toutes les élections.
9. Il faudrait arriver à vaincre les communautarismes pour une société plus solidaire et plus tolérante. Il faudrait plutôt encourager l'engagement bénévole.
10. Il faudrait imposer des heures de travaux d'intérêt général à tous les citoyens. L'objectif est que même quelqu'un qui travaille dans le privé se rende compte de l'intérêt de donner de soi

pour les autres. Les anciens ont tendance à beaucoup vivre pour eux. Il y a toute une tranche d'âge qu'on ne voit pas dans les associations.

11. Il faudrait s'approcher de l'expérience de Notre-Dame-Des-Landes, analyser leur projet de société, pour en tirer de nouvelles idées, au lieu de vouloir les casser comme cela a été fait. Ces personnes essaient de vivre autrement, sans consommation automatique. Le pape va s'engager pour l'Amazonie face aux lobbys et aux multinationales. Il incite les peuples à se mettre debout, leur rappelle qu'ils ont du pouvoir.
12. Il ne faut pas oublier que grâce aux gilets jaunes, on a pu bénéficier d'une prime pour le pouvoir d'achat. Or il n'y a pas eu de tolérance envers les gilets jaunes.
13. Le député de la 5<sup>ème</sup> circonscription, invité à prendre la parole, indique que le débat est surtout un temps d'écoute. Il indique que sur le statut des élus, il a porté des réformes qui vont dans le sens de l'abolition des privilèges : fin des emplois familiaux, non cumul dans le temps, non cumul avec mandats locaux, et il se bat pour mettre fin au cumul emploi privé / emploi public. Un élu devrait consacrer 100% de son emploi du temps à la vie publique et devrait renoncer à toute ressource privée. Il s'interroge sur la raison de l'obsession autour des statuts de parlementaires, et évoque son emploi du temps avec des journées qui débutent à 4h30 et se finissent tard, 6 à 7 jours par semaine. La haine du parlementarisme l'interroge. Il y a des tas de professions où on gagne beaucoup plus en faisant moins de travail, et des exemples comme SANOFI, Carlos Goshn, qui sont dans une toute autre proportion. Pourquoi les élus sont-ils devenus la cible de la République alors qu'ils en sont les serviteurs ? Il évoque son initiative de hackathon les 8 et 9 mars à Sion pour réfléchir sur les façons de réduire les inégalités tout en réduisant les empreintes écologiques, avec la présence de formateurs pour accompagner les citoyens à la réflexion.
14. Les parlementaires ont été visibles sur des problèmes d'honnêteté et de droiture d'esprit. Mais ce ne sont pas les seuls, quand on voit qu'Alain Juppé entre au conseil constitutionnel. Ce n'est pas aux parlementaires qu'on demande l'exemplarité, c'est à tout le monde. On ne devrait pas garder ses avantages quand on est ancien président. S'il y avait moins ces privilèges, on se sentirait moins abandonné quand on va travailler pour des salaires peu élevés.
15. Les petites graines c'est à l'école qu'on les sème. L'éducation civique est fondamentale au lycée, pourquoi ne pas faire en sorte que les jeunes s'investissent dans des associations sur cette période, pour renforcer cette éducation au civisme de façon très concrète. Il y a aussi des inégalités concernant le permis de conduire : dans la continuité de l'apprentissage du vélo, du BSR, il faudrait une partie des apprentissages du code de la route dans les programmes au Lycée. Pour le service national universel, il faut y associer les femmes ! Enfin, la solidarité et la tolérance se retrouvent aussi à travers l'accueil des enfants handicapés. Il y a un vrai souci sur les Auxiliaires de Vie Scolaire qui ont des contrats très précaires. L'accompagnement doit être maintenu sur plusieurs années. Il faut de la formation et de la pérennité pour aider l'enfant efficacement et soulager les familles.

1. On reçoit sans cesse des informations et contre informations au sujet de l'écologie, notamment sur les véhicules (diesel, essence, électrique), les énergies fossiles, comment les remplacer ? On est démarchés pour isoler nos maisons, pour les panneaux aérovoltaiques, mais on ne sait pas quoi faire. Il faudrait nous faire des propositions cadrées et officielles, pour mieux savoir où l'on va.
2. On ne fait pas assez attention à la consommation des avions, et au transport maritime qui est mal taxé et qui pollue énormément. Les « bus Macron » génèrent des gaz à effets de serre, alors qu'il faudrait remettre tout notre réseau SNCF en activité. On n'a pas d'ambition pour le ferroutage en France, alors que le transport routier augmente tous les ans de 20%. L'écotaxe existe dans certains pays, il faut la mettre en place en France.
3. La mobilité électrique coûte très cher et ça ne se développe pas. Il faudrait installer des bornes nombreuses, mais alors construire des centrales pour les alimenter.
4. La France est très en retard sur le rechargement des véhicules électriques. En Norvège et en Suède, tous les bâtiments publics sont équipés. Il faudrait également que l'ensemble des transports en commun soient gratuits et qu'ils soient renforcés.
5. Il faut s'interroger sur la réelle implication des acteurs publics (communes, communautés de communes, pompiers, gendarmeries, police, impôts...) dans la transition écologique : l'efficacité énergétique des bâtiments, le tri des déchets, les flottes de véhicules, la capacité à faire respecter l'extinction des enseignes la nuit, l'éclairage public, les filières de traitement des déchets triés par les citoyens... Il faudrait aider les citoyens, via l'ADIL par exemple, à rénover efficacement leurs logements, à travers des conseils pour obtenir toutes les aides.
6. Les déchets sur les bordures de route sont intolérables. Il faudrait vraiment une politique de réduction des déchets en grande dimension : taxer l'utilisation du plastique, valoriser les épiceries en vrac, valoriser les monnaies locales, avoir des politiques tarifaires plus incitatives pour ceux qui réduisent leurs déchets, éduquer dès le plus jeune âge et diffuser plus d'information pour tous les citoyens sur les enjeux environnementaux.
7. Un documentaire est paru récemment sur les déchets électroniques et électroménagers : il est incroyable de constater le nombre de déchets envoyé en Afrique par un système mafieux. Seuls 30% des appareils donnés en recyclerie sont valorisés. On veut bien payer une taxe pour les achats neufs, mais si les appareils usagés partent en Afrique pour être brûlés à l'air libre, c'est scandaleux. Il faut renforcer les contrôles, traquer les mafieux pour ne pas exporter nos déchets et les traiter dans nos filières.

### **Organisation de l'Etat**

1. On parle des services sur internet, mais qu'en est-il des personnes qui n'ont pas internet ? Il y a une question de moyens, il faut s'acheter un ordinateur, ça coûte cher et ce n'est pas accessible à tout le monde. Il faudrait penser à ces gens-là.
2. Internet c'est formidable car très efficace, mais on passe beaucoup de temps à faire des démarches nous-mêmes, qui étaient auparavant effectuées par des agents de guichet. Ce n'est jamais comptabilisé alors que les citoyens compensent gratuitement les postes supprimés.

3. Les baisses d'effectifs ont surtout agi sur les services publics dans les territoires, et pas vraiment au niveau central. En conséquence, on a des services entiers qui ont disparu alors que cette présence est indispensable sur les territoires. Il faudrait que les économies se fassent plutôt dans les administrations centrales.
4. Les aides à domicile aux personnes âgées pourraient inclure les aides à l'informatique et à l'utilisation d'internet.
5. Il faut arrêter de fermer les écoles dans les petits villages. On a optimisé dans des grandes écoles, mais un village sans école manque de vie et de liens intergénérationnels. Les regroupements d'écoles ne permettent pas d'optimiser les moyens. Il faut vraiment préserver nos classes et se demander pourquoi des familles de plus en plus nombreuses font de la non scolarisation et pourquoi des écoles alternatives émergent autant, alors qu'elles sont privées et payantes.
6. Il faudrait que l'Etat arrête de transférer aux collectivités toutes ses compétences sans les compenser. Ce sont après les citoyens qui sont obligés de payer, via les impôts locaux.

#### **Autres interventions et suggestions en marge du débat**

1. Il n'est pas normal qu'en 2019 on ne puisse pas vivre décemment de son travail, mais aussi de sa retraite pour ceux qui ont passé une vie de travail de 40 ou 50 ans. Il faudrait plus de justice sociale et une meilleure répartition des richesses.
2. Les médias nous disent qu'on a créé 150 000 postes de travail en 2018, mais on ne nous dit pas combien il y a de destructions d'emplois en face. On vit dans une société qui, par le progrès, détruit les emplois. Tout est comme ça maintenant, au-delà du seul secteur de l'industrie. Comment va-t-on pouvoir donner de l'emploi à tous les enfants qui sortent de l'école ?
3. Jean-Pierre Chevènement a été interrogé dans Le Monde sur la réforme des institutions. Il indiquait « tout ça c'est de la bricole, ce qui compte c'est le civisme, ce sont les droits et les devoirs ».
4. A quand la fin des privilèges exorbitants pour les anciens Présidents de la République ?
5. Pourquoi y-a-t-il prescription pour les crimes, notamment les actes de pédophilie... Quand les victimes et surtout les auteurs sont toujours en vie ? Le temps n'efface rien...

L'ensemble des 4 thèmes ayant été abordés, Luc Martin remercie l'ensemble des participants pour la qualité des échanges, des propositions et du dialogue.

Fin de la réunion à 20h52.